

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	7
<i>Hervé JACQUEMIN</i>	

## Première partie

### ANALYSE TRANSVERSALE DES RÈGLES DE RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE

<b>La responsabilité civile extracontractuelle</b>	13
<i>Elise FRANCO</i>	
Section 1. Le droit d'accès aux technologies numériques et la genèse des responsabilités en ligne	13
Sous-section 1. Le droit d'accès aux technologies numériques	13
Sous-section 2. La liberté d'entreprise	16
Sous-section 3. L'espace « virtuel » appartient au monde « réel »	17
Section 2. Les spécificités du Web 2.0 confrontées au régime de responsabilité civile	18
Section 3. Les régimes applicables	19
Sous-section 1. Le régime constitutionnel de la responsabilité en cascade face à la presse en ligne	19
A. Principe	19
B. Champ d'application	20
C. Les rapprochements entre la presse écrite et les publications numériques	21
D. Le délit de presse face aux contenus numériques	22
Sous-section 2. Le régime de l'article 1382 du Code civil	24
A. L'anonymat	24
B. La mise en balance des droits et libertés par le juge	25
C. La faute	26
Sous-section 3. Les régimes de responsabilité du fait d'autrui	30
A. La responsabilité des parents pour le fait des enfants mineurs	30

B. La responsabilité des instituteurs	31
Sous-section 4. Le dommage et le lien causal	32
Conclusion	33

## **La responsabilité pénale liée au phénomène du cyberharcèlement et à ses différentes formes d'expression**

*Nathalie COLETTE-BASECQZ*

Introduction	35
Section 1. Le phénomène de cyberharcèlement	36
Section 2. La participation punissable	37
Section 3. L'imputabilité morale	38
Section 4. Le harcèlement et ses différentes formes	40
Sous-section 1. Harcèlement moral	40
Sous-section 2. Harcèlement téléphonique	44
Sous-section 3. Harcèlement au travail	44
Section 5. Les atteintes à l'honneur	45
Section 6. Le délit de presse	47
Section 7. Les autres infractions voisines	48
Sous-section 1. Le traitement dégradant	48
Sous-section 2. Les atteintes à la vie privée	49
Sous-section 3. Les menaces	49
Sous-section 4. Le faux informatique et l'usage de faux	50
Sous-section 5. L'usurpation d'identité	50
Sous-section 6. La sollicitation à caractère sexuel	51
Sous-section 7. La cyberprédation	52
Sous-section 8. Le sexisme	53
Sous-section 9. Le voyeurisme	54
Section 8. Les comportements en marge du droit pénal	56
Sous-section 1. Le « <i>happy slapping</i> »	56
Sous-section 2. Incitation au suicide	57
Section 9. Le concours d'infractions	58
Section 10. Les peines	59
Conclusion	60

<b>Le régime d'exonération de responsabilité des prestataires intermédiaires – État des lieux et perspectives</b>	63
<i>Hervé JACQUEMIN</i>	
Introduction	63
Section 1. Domaine d'application du régime d'exonération de responsabilité	67
Sous-section 1. Régime commun à tous les services	67
Sous-section 2. Régime différencié pour chaque activité	77
Section 2. Portée du régime d'exonération de responsabilité et exigences à respecter, le cas échéant, pour en bénéficier	80
Section 3. Absence d'obligation générale de surveillance et injonctions à l'égard des prestataires intermédiaires	86
Sous-section 1. Obligations générales ou particulières de surveillance	86
Sous-section 2. Injonctions	88
Section 4. Étendue de l'obligation de collaboration des prestataires intermédiaires	93
Conclusion	98
<b>Droit international privé – Compétence internationale et responsabilité en ligne – Retour sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de cyberdélits</b>	101
<i>Frédéric LEJEUNE</i>	
Introduction	101
Section 1. Cyberdélits et compétence internationale : que prévoit le règlement Bruxelles <i>Ibis</i> ?	104
Section 2. Présentation de la compétence spéciale du « juge » du lieu du fait dommageable : rappels et généralités	105
Section 3. Compétence spéciale du « juge » du lieu du fait dommageable et cyberdélits : position de la problématique	113
Section 4. Compétence spéciale du « juge » du lieu du fait dommageable et cyberdélits : la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne depuis 2011	123
ANTHEMIS	283

## Deuxième partie

## SPÉCIFICITÉS LIÉES À CERTAINES BRANCHES DU DROIT

**Les responsabilités liées à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle – Panorama des principales dispositions régissant la matière**

149

*Élodie LECROART et Alexandre CRUQUENAIRE*

Introduction	151
Section 1. La responsabilité civile	152
Sous-section 1. Les parties concernées	152
A. Le créancier de responsabilité	153
B. Le débiteur de responsabilité	156
Sous-section 2. La faute	158
Sous-section 3. Le dommage	160
Sous-section 4. Mesures provisoires et conservatoires	162
Sous-section 5. Les sanctions	165
A. Mesure de cessation	165
B. Mesures complémentaires à l'ordre de cessation	167
C. Réparation du dommage	171
D. Frais de justice	177
Section 2. La responsabilité pénale	179
Conclusion	180

**Les droits fondamentaux dans le monde numérique : variations autour de l'ubiquité**

181

*Pierre-Yves THOUMSIN*

Section 1. Point de départ : le caractère ubiquitaire d'Internet	181
Section 2. Quel statut pour les publications dans le monde numérique ?	184
Sous-section 1. Le contexte : un changement de paradigme	184
Sous-section 2. En quête d'une frontière entre sphère privée et publique dans le monde numérique	185
A. Approche maximaliste du « tout public »	185
B. Approche contextuelle	186
Sous-section 3. La déontologie journalistique	192



A. La confirmation par la jurisprudence	245
B. Demander une anonymisation sur pied de l'article 1382 du Code civil	247
Conclusion	254
<b>La responsabilité du fait des robots – Le droit de la responsabilité à l'ère de la révolution numérique</b>	257
<i>Jean-Benoît HUBIN</i>	
Introduction	257
Section 1. La réparation du préjudice imputable aux robots : limites des solutions héritées des précédentes révolutions industrielles	260
Sous-section 1. La responsabilité du fait personnel	260
A. Le concept de faute	261
B. L'imputabilité des actes du robot	263
Sous-section 2. La responsabilité du fait des choses	264
A. Le vice du robot	265
B. La garde du robot	266
Sous-section 3. La responsabilité du fait des produits défectueux	268
A. Le producteur du robot	269
B. Le fardeau de la preuve reposant sur la personne lésée	270
C. Causes d'exonération	271
Section 2. Propositions visant à adapter le droit de la responsabilité extracontractuelle au phénomène des robots	273
Sous-section 1. Régime de responsabilité objective	274
Sous-section 2. Approche fondée sur la gestion du risque	275
Sous-section 3. Mécanisme d'assurance robotique obligatoire	277
Sous-section 4. Mise en place d'un fonds d'indemnisation	278
Sous-section 5. Création d'une personnalité électronique spécifique aux robots	279
Conclusion	280